

A AIR FRANCE COMME AILLEURS : CONSTRUIRE LA RIPOSTE A LA POLITIQUE DES PATRONS ET DU GOUVERNEMENT

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

29 OCTOBRE 2015

Dans quelques jours, la nouvelle ministre du travail annoncera les orientations pour la réforme du Code du travail. Pour Valls, il faudrait simplifier un Code devenu « illisible » et dont « les protections seraient bien trop virtuelles ». Discours repris par Hollande qui prétend que « notre législation est devenue avec le temps illisible ». En fait, l'objectif est de détruire méthodiquement les acquis des salarié-es que contient encore le « fléau n°1 des patrons français », selon le président du MEDEF. Ce gouvernement au service des patrons va donc ajouter le code du travail sur la trop longue liste de sa politique antisociale

Le dialogue social, ça n'existe pas !

Hollande, Valls et Gattaz veulent frapper vite et fort. Le gouvernement prévoit un projet de loi début 2016 pour être voté avant l'été, après une phase de « concertation approfondie » ! L'objectif : « réformer en profondeur notre Code du travail » pour donner plus de place au « dialogue social », entreprise par entreprise... là où le rapport de force est le moins favorable aux salarié-es.

Or, dans ce « dialogue » entre patronat et syndicats, le seul gagnant est le patronat qui impose sans arrêt de nouvelles régressions aux salarié-es, pour satisfaire sa soif de profits et grossir les dividendes des actionnaires. On a encore pu le constater à l'occasion de l'accord sur les retraites complémentaires où Valls a vu « une belle démonstration que le dialogue social est vivant ». De notre côté, nous n'avons vu que trois syndicats accepter un gel des pensions pendant trois ans et le choix, pour les futurs retraités, entre une décote de 10% pendant deux à trois ans ou bien le report d'un an du départ à la retraite !

Rompre avec le gouvernement

Dire que la semaine dernière, il s'est trouvé des syndicats de salariés pour oser participer à la

« conférence sociale » du gouvernement, dont l'annonce principale a été, sans surprise, la confirmation de cette « réforme » du Code du travail. Seuls la CGT et Solidaires ont refusé de s'y rendre, ce qui était bien la moindre des choses. Car il n'est pas possible de défendre nos droits sans rupture avec ce gouvernement, sans se préparer à l'affronter.

À Air France, en quelques heures, on a vu le « dialogue social » voler en éclats. Une cadre de l'entreprise l'a dit : « on a tout accepté pour rien ! ». Finalement, elle a bien résumé la situation : aucun sacrifice consenti sous la pression du chantage à l'emploi n'a permis de sauver des emplois.



Toutes et tous solidaires des « voyous » d'Air France

Le 5 octobre, la chemise déchirée d'un DRH d'Air France fuyant la légitime colère des travailleurs est devenue le symbole de la résistance ouvrière à un plan de casse de l'emploi. C'est ce qui explique

les milliers de témoignages de solidarité avec les 5 salariés d'Air France, mis en garde à vue comme des « voyous ». Mais pour que cela ne reste pas qu'un symbole, nous devons amplifier la mobilisation aux côtés de ceux et celles d'Air France.

D'abord le 2 décembre, jour de la comparution pour « violences en réunion » des 5 salariés/otages devant le Tribunal correctionnel de Bobigny. Puis pour créer le rapport de force nécessaire pour contraindre Air France à remballer son plan de licenciements. Et enfin, pour obliger le gouvernement à renoncer à sa politique antisociale. C'est bien à une riposte de l'ensemble du monde du travail qu'il s'agit maintenant de s'atteler.

Pour nous contacter :

Tél : 06 33 55 00 27

COURRIEL : NPA.SARTHE@GMAIL.COM

AIR FRANCE : A NE PAS OUBLIER !

En fait, Air France va très bien : 85 millions de voyageurs, près de 90 % de taux de remplissage, le prix du carburant au plus bas ... et à côté de ça ce Juniac qui a touché au minimum 690 000 euros l'an dernier et les 10 plus hauts salaires qui ont augmenté de 19 % entre 2012 et 2014.

Air France/KLM, cinquième groupe mondial a augmenté ses profits, diminué sa dette de 2 milliards, réalisé plus de 2 milliards de nouveaux investissements ... pas mal pour une compagnie soi-disant en faillite virtuelle ! Mais ce n'est pas assez !

Il leur faut encore supprimer 2 900 emplois ! Et le tout pour leurs profits ! Comme dans notre entreprise ! Alors, on a raison de penser qu'il vaut mieux perdre sa chemise que son emploi. Toute cette mascarade, la criminalisation des salariés, allant même jusqu'à la garde à vue, est inacceptable ! N'ayons pas peur d'affirmer que nous somme tous à leur côté.

NETENYAHOU, LE PYROMANE DE LA PALESTINE

Interdiction d'accès à la mosquée Al Aqsa pour les hommes palestiniens de moins de 40 ans, feu vert aux violences perpétrées par des juifs ultra orthodoxes et à de nouveaux projets de colonisation, notamment dans la partie palestinienne de Jérusalem. Depuis plusieurs mois, Netanyahu joue la provocation. Espérant que la

colère légitime des palestiniens génère des actes de violences, justifiant en retour l'escalade de la répression et de nouvelles frappes militaires, comme celles qui ont coûté la vie à des palestiniens de Gaza et de Cisjordanie ces jours derniers.

Même le Conseil de Sécurité de l'ONU parle de « *guerre déclarée aux palestiniens de Jérusalem* ». Mais sans plus. Contre Netanyahu et la complicité honteuse dont il bénéficie, renforçons notre solidarité aux palestiniens pour leurs droits fondamentaux.

LA RETRAITE A 63 ANS EN 2019, PLUS QU'UNE HYPOTHESE

CFDT, CFTC, et CFE-CGC s'apprentent à signer avec le MEDEF, fin octobre, un accord qui instaure un système de « bonus-malus » sur les retraites complémentaires. A partir de 2019, avoir 62 ans et 41,5 années de cotisations ne suffira plus pour toucher la pension de retraite complémentaire à taux plein.

Il faudra travailler un an de plus, sinon la complémentaire sera amputée de 10% pendant trois ans. Selon la CGT, pour une retraite complémentaire moyenne des salariés « non cadres », cela ferait 1 100 € de perte au total. Si la mesure s'appliquait dès 2015, seuls les retraités vivant seuls avec moins de 900 € par mois seraient épargnés.

Le MEDEF se frotte les mains : les salariés vont être

poussés à travailler plus longtemps : minimum 63 ans. Sans toucher à l'âge légal de départ (62 ans) ! Une belle entourloupe, saluée positivement par Manuel Valls.

HOLLANDE, VALLS ET TOURRAINE, ROBIN DES BOIS DU MEDEF : PRENDRE PLUS AUX PAUVRES POUR DONNER AUX PATRONS

En 2016, Hollande et son gouvernement accordent à leurs amis du MEDEF un cadeau de 16 milliards d'€ supplémentaire sous forme d'exonérations de cotisations sociales et de taxes. C'est la suite du "pacte de responsabilité". Pour y parvenir, pas de quartier! ils n'hésitent pas à "faire les poches" même des plus pauvres. Grâce à une petite arnaque ils vont soutirer 500 millions d'€ aux bénéficiaires du RSA, de l'ASS (chômeurs de longue durée), et des APL (aide au logement) pour le reverser aux patrons. La revalorisation de ces allocations est reportée de janvier à avril, avec en prime un nouveau calcul de l'inflation (sur les 12 mois écoulés et non plus sur les prévisions pour l'année à venir).

L'an dernier c'était les retraités qui étaient victimes de nos "justiciers des riches" (revalorisation des pensions passant d'avril à octobre)

Contrairement à ce que disent les mauvaises langues, Hollande tient bien ses promesses...du moins celles qu'il a faite à Gattaz et au MEDEF.

MEETING BESANCENOT AU MANS : 200 PERSONNES POUR DIRE QUE NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS CHEMISES !

A la tribune, deux camarades étudiantes et lycéennes ont dénoncé le sort réservé à une étudiante sous la menace d'une expulsion. Mobilisées à ses côtés au sein d'un comité de soutien, Laura et Oriane ont démontré qu'il n'y avait rien à attendre de ce gouvernement en matière d'immigration, qui fait la guerre « là-bas » et expulse « ici ». Les applaudissements furent nombreux pour saluer cette mobilisation.

Puis Olivier prit la parole pour ouvrir le débat en rappelant les « causes communes », dont la question des migrant-es mais aussi la répression des salariés d'Air France, qui étaient les éléments fédérateurs pour organiser collectivement la riposte dans la rue, le tous ensemble nécessaire face à ce gouvernement qui mène une politique pire que la droite.

C'est donc vers 22H00 que les 200 présent-es se séparèrent apparemment satisfaits d'avoir entendu nos propositions. Un succès qui en appelle d'autres !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

**Avec les tracts, les infos essentielles de notre
secteur**

WWW.NPA-AUTO-CRITIQUE.ORG